

## Introduction de Claire Villiers

### Lors du débat « *Souffrance au Travail : les salariés en danger, le devoir d'agir* », Organisé par l'Observatoire du stress et des mobilités forcées à France Télécom, sous l'égide du conseil régional d'Île-de-France.

Je vous souhaite tout d'abord la bienvenue dans cet hémicycle du Conseil Régional Ile-de-France qui vous appartient autant qu'aux élu-e-s de cette maison, bien évidemment.

La raison pour laquelle je suis extrêmement contente de vous accueillir ici est qu'il est assez rare, je dois le reconnaître, que cet hémicycle soit d'une part aussi plein qu'il ne l'est aujourd'hui et d'autre part aussi fréquenté par des salariés et des syndicalistes. Rien que cela pose un problème démocratique. Ce n'est pas l'objet de discussion de cette après-midi mais j'espère que ce sera un des objets de débats des prochains mois.

En tout cas, lorsqu'en décembre 2008, les responsables de l'observatoire du stress et des mobilités forcées à France Telecom ont déposé une demande de subvention auprès de la délégation démocratie régionale que j'anime pour un projet qui s'appelait « *accès aux droits et aux savoirs pour la protection de la santé et prévention du stress lié au choix d'organisation du travail* », il nous a semblé que c'était totalement partie prenante de la question démocratique dans cette région. C'est donc évidemment avec plaisir et j'espère avec efficacité, qu'on a donné un avis favorable à ce projet.

En effet, une collectivité comme la Région Ile-de-France, mais comme d'autres collectivités ou le Parlement, ne peut bien évidemment pas ignorer ce qui se passe dans la totalité de la vie des Franciliens et des Franciliennes – je ne parlerai que pour ceux pour lesquels j'ai un mandat – et en particulier ce qu'il se passe sur le terrain du travail. Il y a dans notre organisation démocratique, politique et sociale une espèce de division du travail qui fait que même dans le cadre de la clause de compétence générale qui est encore impartie aux collectivités territoriales, nous avons tendance à considérer que pour nous les Franciliens et Franciliennes sont prioritairement des habitants. Comme si nous nous intéressions finalement que peu à ce qui fait la totalité de leurs vies. Or on sait bien, d'autant plus quand on est syndicaliste, ce qui a été mon cas assez longtemps, que ce qui se passe dans le travail structure en grande partie la totalité de la vie. Il nous a donc semblé que la collectivité territoriale devait apporter son appui à celles et ceux, comme elle le fait d'ailleurs en matière d'aides au fonctionnement des organisations syndicales, qui voulaient reprendre la main sur cette question du travail comme une question non seulement démocratique mais politique. Apporter son appui dans le cadre de grandes entreprises, mais je dirai d'une certaine manière et c'est une interpellation que nous avons et à laquelle nous ne savons pas encore bien répondre, apporter son appui aussi à ce qui se passe dans des petites entreprises, des petites structures, toutes ces TPE et PME où il y a extrêmement peu d'organisations syndicales. Quand on voit à quel point le climat est dérégulé, pour reprendre une métaphore qui concerne l'ensemble de la planète, comment le climat social est dérégulé dans une grande partie des grandes entreprises où il y a pourtant des représentants du personnel, on peut imaginer ce qu'il en est dans les petites entreprises.

On a d'autre part accédé bien volontiers à la demande d'aide parce que la conception que nous avons de la démocratie régionale est que la collectivité soit une sorte de facilitatrice :

- pour du travail ensemble : travail ensemble entre des salariés de professions différentes, des praticiens, des responsables d'entreprises ; travail ensemble entre les différents secteurs de la vie, comme je l'ai dit ;
- pour faire savoir et rendre visible ce qui se passe dans l'ensemble des secteurs de la vie des Franciliennes et des Franciliens, donc dans les entreprises.

Faire savoir et rendre visible pour en débattre et pour comprendre : car si on ne comprend pas et si on ne débat pas, on est extrêmement désarmé pour agir, pour reprendre la main. Reprendre la main signifie reprendre le pouvoir. Une collectivité politique ne peut pas être indifférente aux questions de pouvoir, même quand elles sont posées dans ces termes, puisqu'il s'agit en quelque sorte de maîtriser son destin individuellement et collectivement. Ce qui est quand même le fondement de la vie démocratique.

Je voudrais dire qu'on se rend compte aujourd'hui que sans travail on peut mourir, on meurt souvent. Au travail, on peut mourir. Ce n'est pas sûr qu'un meurtre du travail, mais c'est possible. Nous savons que le travail nous construit mais qu'il peut aussi nous détruire. C'est sur cette contradiction, ce paradoxe, que le cynisme patronal, le cynisme capitaliste, prospère et nous met, lorsque nous n'avons pas assez d'outils pour comprendre et agir, dans une situation de dépendance et d'impossibilité de reprendre l'initiative. Depuis que la crise de l'emploi est de l'importance que nous connaissons, depuis les années 1975, la question du chômage et la question de l'emploi sont passées bien avant les questions du travail. Y compris dans notre activité syndicale. Y compris dans l'activité politique. De l'emploi à n'importe quel prix d'ailleurs, dans tous les sens du terme. Cette question du travail, de ses conditions et de ses finalités, question qui interroge le politique, est à notre avis beaucoup trop peu posée. Quoi de plus politique que cette question qui touche au plus profond les individus mais aussi les sociétés ? Je crois, nous en serons d'accord, que les sociétés s'organisent comme des entreprises, par une sorte d'effet miroir et de moindre rapport de force. Réfléchissons aujourd'hui comment la démocratie politique est par moment dévoyée dans ce pays, et pas seulement dans ce pays. Comparons à ce qu'il se passe dans les entreprises et nous verrons à quel point il y a des parallèles. Reprendre la main sur le travail, sur ses conditions, sur sa finalité, sur son organisation, c'est donc en partie reprendre la main sur l'organisation politique de la société.

Comment parler de démocratie quand les organisations du travail, celles dans lesquelles nous sommes enserrés, prisonniers toute la journée, reposent sur la concurrence, sur la délation, sur la soumission, sur le mensonge ? Comment imaginer que l'on devienne, une fois hors de l'entreprise, des citoyennes et des citoyens créatifs, imaginatifs, coopératifs, ... ? Non pas du tout, on reproduit dans la société ces mêmes virus, dirai-je d'une certaine manière. Comment continuer à accepter de fait que la citoyenneté s'arrête à la porte des entreprises, qu'elles soient d'ailleurs privées ou publiques. C'est bien la question d'une république inachevée qui a conquis le suffrage universel mais qui n'a pas conquis la souveraineté populaire.

Pour nous le travail, sa transformation, doivent de nouveau être des questions politiques. Pas des questions de stricte psychologie individuelle. Pas des questions où on stigmatise des individus qui seraient réputés fragiles et qui finalement cèderaient dans les failles d'une organisation sociale dynamique, transformée qui par nature apporterait le bonheur, au prix de quelques dégâts collatéraux. Personne je crois ne peut accepter un quelconque dégât collatéral. Ils nous faut donc reprendre la main, reprendre le pouvoir sur ce qui est rien d'autre qu'un rapport social, nous réinterroger sur la finalité du travail. Qu'est-ce que nous produisons, comment nous le produisons ? Il y a là à notre avis un vrai enjeu de pouvoir. C'est pour ça qu'il était absolument naturel que cette journée proposée par l'observatoire du stress de France Télécom se tienne dans un des lieux du pouvoir politique de la région.

Je vous souhaite donc la bienvenue. En vous remerciant d'interpeler d'alimenter le débat de notre collectivité par les questions que vous posez. Merci d'interpeler pour que des réponses soient données et qu'on ne considère pas que nos compétences s'arrêtent au transport, à la culture, à la formation professionnelle etc... C'est bien toute la vie des Franciliens et des Franciliennes à laquelle nous devons nous atteler.

Merci